L'Histoire économique régionale

par Michel Hau
membre de l'Institut Universitaire de France

Résumé

L'histoire économique régionale s'attache principalement à décrire et à expliquer l'évolution des disparités de niveau de développement entre régions. Ce faisant, elle recourt à des indicateurs économiques et sociaux très variés qui lui permettent d'apporter une contribution originale à l'histoire économique et sociale.

Nombre d'historiens économistes s'accordent à considérer que l'unité territoriale la mieux adaptées aux recherches sur le phénomène de l'industrialisation est la région[1] Les activités industrielles se concentrent sur des espaces plus limités que ceux qui sont englobés par les États. On peut considérer ces derniers comme des ensembles de régions industrielles ayant des caractéristiques assez différentes les unes des autres et souvent séparées par de vastes zones où la production par unité de surface est nettement plus faible. Ils ne constituent pas, sauf les plus petits d'entre eux, de véritables unités économiques et sociales, car ils sont des constructions avant tout politiques, ayant rassemblé, au hasard de leurs expansions territoriales, des ensembles humains de plus en plus divers, le point extrême ayant été atteint avec les empires coloniaux français et anglais. Les régions se définissent au contraire par une certaine unité socio-culturelle et celle-ci imprime sa marque sur leur évolution économique et sociale. La politique économique, décidée au plan national, n'explique pas les fortes disparités de croissance entre des régions qui font partie d'un même État et peut être laissée de côté par le chercheur, sauf pour quelques aspects précis touchant la répartition des activités sur le territoire. Celui-ci peut consacrer son temps à l'étude d'autres facteurs moins liés à la succession des événements historiques. Est un historien économiste régional celui qui, au lieu d'étudier l'effet de la construction des chemins de fer sur le plan national, s'efforce de comprendre pourquoi la création d'un réseau de chemins de fer couvrant l'ensemble d'un pays se traduit, dans telle région périphérique, par l'essor de l'activité productive et dans telle autre, par l'émigration des individus jeunes et actifs[2].

Mais les études sur la croissance économique régionale butent sur deux difficultés méthodologiques : le problème de la délimitation des territoires à étudier et celui du choix des indicateurs des disparités des

[1] Bowden, Witt et al., *An Economic History of Europe since 1850,* New York 1937. Frederic Lane, "Units of Economic Growth Considered", *Kyklos* 15, 1962. Sidney Pollard (éd.), *Region und Industrialisierung,* Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1980, p. 12. Hubert Kiesewetter **:** *Region und Industrie in Europa 1815-1995, Franz Steiner Verlag,* Stuttgart 2001.

[2] Paul B. Huber, "Regionale Expansion und Entleerung im Deutschland des neunzehnten Jahrhunderts : Eine Folge der Eisenbahnentwicklung?", in : *Rainer Fremdling und Richard Tilly (éds.), Industrialisierung und Raum. Studien zur regionalen Differenzierung im Deutschland des 19. Jahrhunderts*, Klett-Cotta, Stuttgart 1979, pp. 27-55.

niveaux de développement. Ces difficultés n'ont pas découragé les chercheurs, et, même si l'histoire économique régionale n'a donné jusqu'à présent, en comparaison d'autres disciplines historiques, qu'un nombre réduit de thèses et de travaux scientifiques, elle a permis de donner corps à un certain nombre d'hypothèses concernant l'évolution économique et sociale survenue depuis la fin du XVIIIe siècle.

1. Les fondements théoriques de l'économie régionale :

A. Le problème de la localisation des activités :

C'est en Allemagne que la science économique a pris le plus tôt en considération le problème de la répartition spatiale des activités. L'économie spatiale, la *Raumwirtschaftslehre*, y est même bientôt devenue une discipline à part entière. Johann Heinrich von Thünen[3] a, le premier, formulé la loi selon laquelle la distance entre lieu de production et marché de consommation est directement fonction de la valeur spécifique du produit transporté ; Alfred Weber[4], frère cadet de Max Weber, a démontré que les industries peu dépendantes des coûts de main-d'oeuvre et des coûts d'approvisionnement recherchent en priorité la proximité avec les lieux de consommation ; Walter Christaller a travaillé à définir les relations entre la taille des villes, leur zone de chalandise et leurs positions respectives dans l'espace. Après la seconde guerre mondiale, le pôle de la réflexion s'est déplacé vers les États-Unis, avec Walter Isard[5], qui a redonné au facteur de la distance toute la place qui doit lui revenir dans la théorie économique. À mesure que les coûts des transports maritimes ou terrestres ont baissé, les bassins miniers, qui avaient accueilli les premières grandes concentrations industrielles et humaines, ont perdu de leur attractivité. Jeffrey Williamson [6] a montré comment l'accélération des déplacements de facteurs (hommes, capitaux) d'une région à l'autre à l'intérieur d'un même espace national avait tendu à rapprocher les niveaux de productivité et de revenu. Tous ces auteurs ont poussé très loin le travail de modélisation permettant de rendre compte des choix de localisation et d'expliquer les inégalités de développement à l'intérieur d'un même espace national. Ils ont laissé de côté les facteurs non économiques et non géographiques, parce qu'ils étaient plus difficiles, voire impossibles à quantifier et à intégrer dans des modèles.

B. "Base exportatrice" et "tissu économique"

Ce savoir théorique a acquis un caractère opérationnel dès la crise des années trente. Le gouvernement britannique, après avoir été tenté, dans un premier temps, de favoriser la mobilité géographique des demandeurs

---

[3] Johann Heinrich von Thünen, *Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie*, Iéna 1930 (1826).

[4] Alfred Weber, *Über den Standort der Industrien*, Tübingen 1909.

[5] Walter Isard, *Methods of Regional Analysis*, Cambridge/Mass. 1960. Voir également : Harvey S. Perloff et al., *Regions, Resources and Economic Growth*, Baltimore 1960. L. Needleman (éd.), *Regional Analysis. Selected Readings*, Harmondsworth 1968.

[6] Jeffrey Williamson, "Regional Inequality and the Process of National Development : A Description of the Patterns", in : Economic Development and Cultural Change, 13, 1965, pp. 1 - 84.

d'emploi, a fait alors le choix décisif de déplacer les emplois vers les hommes. Pour la première fois, des régions étaient considérées comme un tout et devenaient un objet de la politique économique. Après la deuxième guerre mondiale, la France et l'Italie ont développé à leur tour de telles politiques, la première pour remédier à la centralisation parisienne, la seconde pour corriger le déséquilibre Nord-Sud. Ces politiques ont reposé sur deux principes. Le premier est celui de développer la base exportatrice de la région, c'est-à-dire l'ensemble des activités exportant des biens ou des services hors de la région. Ces activités (presque exclusivement industrielles au début) redistribuent une grande partie de leur valeur ajoutée sur place sous forme de salaires, voire commandent une partie de leurs consommations intermédiaires à des sous-traitants locaux. On appelle tissu économique régional l'ensemble des liens commerciaux qui existent entre les producteurs régionaux. L'effet positif sur la croissance d'une nouvelle implantation industrielle ou tertiaire est d'autant plus grand que ce tissu est dense. Le deuxième principe est que les coûts de transport et de communication jouent un rôle déterminant, en sorte que la région ne peut pas se développer sans création d'infrastructures. Dans cette approche du dynamisme économique régional, les décideurs pouvaient croire que les régions étaient également réceptives à la croissance et qu'un investissement structurant avait le même effet partout. Or, dans les bassins miniers ou le Mezzogiorno, les taux du chômage et de la décroissance de l'emploi industriel ont, malgré toutes les aides publiques et les implantations nouvelles, atteint des niveaux beaucoup plus élevés que prévu et doubles de la moyenne européenne. Ces échecs partiels de la politique d'aménagement du territoire ont relancé la réflexion théorique et conduiront sans doute à prendre davantage en considération les facteurs socio-culturels du développement régional.

2. Les méthodes de l'histoire économique régionale

A. Le problème de la mesure de la croissance économique régionale

Peut-on reconstituer les agrégats régionaux en remontant dans le temps jusqu'au début du XIXe siècle, à la façon dont ont procédé les historiens économistes pour les principales nations industrialisées? La tâche n'est pas aisée. Les données économiques présentées au niveau régional sont plus rares que celles qui sont agrégées au niveau national. Par exemple, la reconstitution d'une production de filés de coton à partir des statistiques douanières sur les importations de coton en balles n'est possible qu'au niveau national. Lorsque l'on cherche à évaluer la production régionale de filés de coton, il faut s'efforcer de trouver d'autres sources, comme le nombre de métiers à filer recensés par l'administration des contributions directes (nécessaire pour la fixation du montant des patentes). Mais celles-ci n'ont pas été conservées dans tous les départements. Les données quantitatives disponibles au niveau des diverses subdivisions territoriales sont nombreuses surtout en ce qui

concerne la production agricole, notamment vivrière, et la production minière[7]. Des données existent en effet au niveau régional ou infra-régional (département en France, Bezirk en Allemagne). Il est possible en France de calculer pour chaque région ou département des indices annuels de la production agricole à partir de 1813 (date à laquelle est publié un premier recensement du bétail) et des indices annuels de la production des industries extractives et des industries sidérurgiques à partir de 1834 et même antérieurement en recourant aux statistiques conservées sous forme manuscrite aux Archives Nationales. Pour les autres productions, les statistiques permettent plus difficilement de disposer de séries annuelles, mais la fréquence des enquêtes est telle que le chercheur peut se faire une idée de l'allure de la courbe d'évolution de la production départementale ou régionale. Des tentatives ont ainsi été effectuées en France pour reconstituer des indices annuels de production industrielle pour le Nord[8], de production agricole pour le Vaucluse, le Languedoc, le Maine, la Beauce et la Basse Normandie[9] et de production agricole et industrielle pour l'Alsace et la Champagne[10]. Ces travaux ont été effectués dans les années soixante-dix mais n'ont pas été poursuivis jusqu'à présent pour d'autres régions françaises et il ne semble pas que l'expérience ait été tentée dans d'autres pays que la France.

Des indicateurs indirects de la croissance aussi divers que le salaire réel moyen du journalier agricole[11], le salaire horaire du maçon, les variations de la population active, la consommation départementale de charbon[12], l'évolution de la taille moyenne des écoliers ou des conscrits[13], peuvent être également utilisés. En Allemagne, l'ancienneté de l'impôt sur le revenu permet d'établir à partir des années 1870 des séries relativement

---

[7] Michel Hau, "L'étude de la croissance régionale de 1810 à nos jours: données et lacunes", *Pour une histoire de la statistique*, t1, INSEE, Paris, 1977, p. 255 à 267.

[8] Marc Wolf, "Éléments pour la construction d'un indice de la production industrielle dans le Nord, 1814-1914", Revue du Nord n° 24.

[9] M. Lévy-Leboyer, *Le revenu agricole et la rente foncière en Basse Normandie*, Klincksieck, Paris, 1972. Marc Auffret, Michel Hau et Maurice Lévy-Leboyer, "Les inégalités régionales de croissance dans l'agriculture française, 1823-1939, essai d'analyse économétrique", in *Seventh Economic History Congress*, Lewis Reprints, 1978, et " Regional Growth Inequalities in French Agriculture, 1823-1975", in P. Bairoch et M. Lévy-Leboyer, *Economic Disparities since the industrial Revolution*, St Martin's Press, New-York 1981.M. Lévy-Leboyer, "Les inégalités interrégionales de revenu dans l'agriculture: leur évolution au XIXe siècle", *Économie rurale*, 152 (1982), pp. 26-33. Michel Hau, "La résistance des régions d'agriculture intensive aux crises de la fin du XIXe siècle: les cas de l'Alsace, du Vaucluse et du Bas-Languedoc", *Economie Rurale* 1988. Voir également : Emmanuel Chadeau, *L'économie nationale aux XIXe et XXe siècles*, Presses de l'École Normale Supérieure, Paris, 1989.

[10] Michel Hau, *La croissance économique de la Champagne, 1810-1969*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1976; *L'industrialisation de l'Alsace 1803-1939*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1987.

[11] Jean-Claude Toutain, *La production agricole de la France de 1810 à 1990 : départements et régions, Cahiers de l'ISMÉA, Série Histoire quantitative de l'économie française*, 11-12 1992.

[12] Michel Hau, "Coûts du transport du charbon et industrialisation des régions françaises de 1847 à 1911", *Transports et voies de communication*, Dijon 1977 ; "Energiekosten und Industrialisierung der französischen Regionen von der Mitte des XIX. Jahrhunderts bis zum 1. Weltkrieg", in S. Pollard, *Region und Industrialisierung*, Vandenhoek u. Ruprecht, Göttingen 1980, pp. 239-253.

[13] Jean-Paul Aron, Paul Dumont et Emmanuel Le Roy Ladurie, *Anthropologie du conscrit français d'après les comptes numériques et sommaires du recrutement de l'armée 1819-1826*, Mouton, Paris, 1972. John Komlos, *The Biological Standard of Living in Europe and America, 1700-1900*, Variorum, Aldershot 1984. Laurent Heyberger, *Santé et développement économique en France au XIXe siècle. Essai d'histoire anthropométrique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

fiables sur l'évolution du revenu par habitant dans chaque région[14]. C'est l'étude de ces chiffres qui a permis à Knut Borchardt de découvrir qu'il existait une progression du niveau de vie moyen lorsque l'on se déplaçait des régions de l'Est de l'Allemagne vers celles de l'Ouest au XIXe siècle[15]. Les données de l'impôt sur le revenu peuvent être utilisées également pour la France à partir des années 1920[16]. P Jobert et Jean-Claude Chevailler[17], eux, étudient, à partir des séries départementales des créations de sociétés et des faillites d'entreprises, extraites du Compte général de la Justice civile et commerciale, le rythme de créations et des liquidations d'entreprises.

B. Définition et délimitation de la région:

À l'exception des États de formation ancienne (la France avec ses départements, le Royaume-Uni avec ses counties et l'Espagne avec ses provincias) les contours de ces unités territoriales ont beaucoup varié au cours ses XIXe et XXe siècle. La seconde difficulté réside dans l'instabilité des frontières des régions dans la plupart des pays. Rares sont les États qui, comme l'Espagne, la France ou l'Angleterre, ont conservé un découpage territorial presque inchangé depuis le début du XIXe siècle. Pour prendre l'exemple de l'Allemagne, des modifications importantes des limites entre les États allemands et des recompositions ont eu lieu en 1866, en 1918 et en 1945. Une solution est de descendre au niveau de collecte des données le plus bas, celui du Kreis (arrondissement), ce qui est possible dans les territoires prussiens en remontant jusqu'à 1849. Mais, lorsque la stabilité territoriale dans le temps est enfin atteinte, les régions ainsi délimitées ne sont pas nécessairement homogènes. Ainsi, les indicateurs statistiques de régions comme Midi-Pyrénées ou l'Aquitaine sont fortement influencés par les caractéristiques des grands centres urbains que sont Toulouse et Bordeaux, souvent assez différentes de leurs arrière-pays respectifs.

Le choix généralement fait par les historiens économistes consiste à reprendre telles quelles les circonscriptions territoriales administratives en gardant la même délimitation pour toute la période considérée.

---

[14] Helmut Hesse, "Die Entwicklung der regionalen Einkommensdifferenzen im Wachstumsprozess der deutschen Wirtschaft vor 1913, in : Wolfram Fischer (éd.), *Beiträge zu Wirtschaftswachstum und Wirtschaftsstruktur im 16. und 19. Jahrhundert. Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, vol. 63, Berlin 1971. Frank B. Tipton, *Regional Variations in the Economic Development of Germany during the Nineteenth Century*, Middletown 1976.Rainer Fremdling et Richard Tilly (éds.) *Industrialisierung und Raum*, Klett-Cotta, Stuttgart 1979. Jeffrey G. Williamson, "Earnings Inequality in Nineteenth Century Britain", *Journal of Economic History*, 3/1980.

[15] Knut Borchardt, "Regionale Wachstumsdifferenzierung in Deutschland im 19. Jahrhundert unter besonderen Berücksichtigung des Ost-West Gefälles", in Friedrich Lütge (éd.), *Wirtschaftliche und soziale Probleme der gewerblichen Entwicklung im 15.-16. und 19. Jahrhundert*, Stuttgart 1968, pp. 115-130.

[16] Ministère des Finances, *Renseignements relatifs aux impôts directs*, années 1920 et suiv.

[17] Philippe Jobert et Jean-Claude Chevailler, "La démographie des entreprises en France au XIXe siècle. Quelques pistes", *Histoire, Economie et Société*, 2, 1986, pp. 233-264. Philippe Jobert (éd.), *Les entreprises aux XIXe et XXe siècles*, Paris 1991. Jean-Claude Chevailler, "Désindustrialisation et démographie des entreprises", in : Michel Hau (éd.), *De-industrialisation in Europe, 19th-20th centuries*, Séville 1998, pp. 67-81.

Aujourd'hui, on peut, ainsi que l'a proposé Jean Labasse[18], choisir comme région à étudier l'unité territoriale correspondant au deuxième niveau de la nomenclature des unités territoriales statistiques définies par Eurostat (N.U.T.S. 2). Dans le cas de l'Allemagne et du Royaume-Uni, le grand nombre de régions de ce niveau poussera à un regroupement au niveau N.U.T.S. 1, qui est celui du Land allemand.

C. La valeur prospective de l'étude de la croissance économique régionale :

L'histoire de la croissance régionale a une valeur prospective. À la différence des États, les régions ne peuvent pas jouer sur les droits de douane ou sur les modification du taux de change pour orienter leurs échanges de biens et services. À l'intérieur d'un même espace national, elles subissent une concurrence sans atténuation autre que les coûts de transport de l'une à l'autre. Les régions sont depuis longtemps dans la situation où se retrouvent aujourd'hui les pays de la zone Euro. Or l'ouverture des frontières n'a été pleinement prise en compte qu'au début des années 1970 par les économistes[19].

L'étude de la façon dont une région a évincé du marché national des régions concurrentes, comme par exemple l'industrie cotonnière alsacienne qui a refoulé l'industrie cotonnière normande avant 1870, ou l'industrie lainière rémoise qui a fait reculer l'industrie lainière languedocienne dans les années 1850, peut aider les historiens économistes à comprendre les forces qui sont mises en oeuvre aujourd'hui dans la lutte que se livrent les producteurs pour des parts de valeur ajoutée sur le marché européen ou mondial.

3. Premières conclusions et perspectives de recherche :

A. La courbe en U inversé des inégalités régionales :

Le calcul, à diverses époques, du coefficient de variation des revenus régionaux par habitant permet d'observer si les inégalités tendent à s'accroître ou à décroître entre régions. Les disparités interrégionales de niveaux de vie étaient déjà grandes au début du processus d'industrialisation. On peut constater qu'à milieu physique comparable, elles étaient largement fonction de la disponibilité de terres agricoles par habitant des campagnes. Ce n'est qu'après plusieurs décennies de perfectionnement des techniques agricoles et industrielles que l'inégalité de réceptivité au progrès technique a fait sentir son influence sur les disparités de niveaux de vie entre régions. Dans beaucoup de pays d'Europe et d'Amérique du Nord, il semble que les inégalités de niveau de vie par habitant aient tendu à s'accroître au début de l'industrialisation avant de décroître ensuite : c'est la courbe en U inversé décrite pour la première fois par Simon Kuznets[20]. Jeffrey G. Williamson date ce renversement des années 1880. Les migrations de population se faisant des

[18] Jean Labasse, *Quelles régions pour l'Europe?*, Évreux, 1994, p. 27.

[19] Raymond Courbis, *La détermination de l'équilibre général en économie concurrencée*, Paris, Éd. du CNRS, 1973.

régions pauvres vers les régions riches, elles ont eu tendance à jouer dans le sens d'une réduction des inégalités. Notons qu'une réduction des inégalités de développement entre régions n'implique nullement une réduction des inégalités entre les diverses couches ou classes sociales.

B. Vers une typologie des croissances régionales

Tirant parti du travail d'harmonisation des données régionales collectées dans l'Union européenne par Eurostat, les historiens économistes peuvent relier la description des caractères actuels des régions à l'évolution à long terme de leur industrialisation et commencent à esquisser une véritable histoire régionale de l'Europe. Dans un ouvrage récent[21], Hubert Kiesewetter a ainsi amorcé une histoire englobant les 120 régions de l'Europe des Quinze. On peut distinguer, par delà les différences nationales, quatre ou cinq grands types d'évolution seulement : 1 - celui des régions qui, même avec un premier épisode proto-industriel, sont restées vouées à l'agriculture et ont fini par se vider de leur population ; 2 - celui des régions-capitales qui bénéficient des économies de réseau que permet l'effet d'agglomération ; 3 - celui des bassins miniers ainsi que de certains ensembles portuaires, lieux d'élection de la grande industrie, riches en infrastructures et vieilles "forteresses ouvrières" ; 4 - enfin, celui des régions proto-industrielles devenues des régions de petite industrie et tirant aujourd'hui avantage d'une étroite symbiose avec l'environnement rural, de la qualification professionnelle de leur main-d'oeuvre et d'un niveau élevé de consensus social. L'évolution des deux dernières décennies semble leur avoir été particulièrement favorable, au point que le schéma opposant des régions centrales métropolitaines et des périphéries délaissées doit être corrigé pour tenir compte de la performance de régions situées dans les Alpes ou à l'extrême ouest de l'Europe.

C. Les aspects socio-culturels du développement sont mieux mis en évidence :

Lorsqu'il n'existe pas d'avantages de localisation tels que l'effet d'agglomération, l'existence de ressources minières dans le sous-sol ou une situation en bordure de mer, des facteurs humains comme l'existence sur place d'un patronat local ou la qualité de la main-d'oeuvre apparaissent comme des facteurs importants de développement On ne peut plus nier l'avantage qu' a représenté pour le Nord le patronat roubaisien ni pour l'Alsace le patronat mulhousien. Le monde ouvrier joue aussi un rôle déterminant : lorsqu'il n'existe pas de grande bourgeoisie entrepreneuriale, une industrialisation spontanée peut se produire, causée par la recherche, par les couches populaires, de ressources supplémentaires sous la forme d'une petite industrie peu gourmande en capitaux[22]. En matière d'offre de main-d'oeuvre: les marchés sont en effet cloisonnés géographiquement

[20] Simon Kuznets, "Economic Growth and Income Inequality", *American Economic Review*, 45, 1955, pp. 1-28.
[21] Hubert Kiesewetter, *Region und Industrie in Europa, 1815-1995*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart 2000.
[22] Nicolas Stoskopf, *La petite industrie dans le Bas-Rhin, 1810-1870*, Oberlin, Strasbourg, 1987.

plus que sectoriellement et la symbiose de la petite industrie et du monde rural, dans des campagnes densément peuplées, permet aux entreprises de tirer parti d'une main-d'oeuvre aux horaires flexibles..

L'influence des structures familiales et agraires se fait longtemps sentir. La proto-industrie s'est maintenue plus longtemps et a été prolongée par la petite industrie jusqu'à aujourd'hui[23], là où régnait la petite exploitation en faire valoir direct et où dominait la famille souche. Au contraire, les grandes plaines céralières du Bassin Parisien, qui étaient relativement peuplées encore au XVIIIe siècle, ont donné des populations plus mobiles, moins enserrées dans les contraintes familiales et qui ont eu une forte propension à émigrer à Paris plutôt que de continuer à produire sur place. Ayant enregistré, malgré des niveaux de revenu par habitant relativement élevés par rapport à la moyenne française, des soldes migratoires négatifs sur de longues périodes, elles sont aujourd'hui caractérisées par des densités démographiques faibles.

Conclusion :

L'histoire économique régionale dispose de sources déjà largement inventoriées pour collecter des données, de méthodes pour les exploiter et de théories pour préciser ses hypothèses de travail. Aux côtés de l'histoire économique nationale, de l'histoire des entreprises, ou de l'histoire des villes, elle a participé à l'élargissement de nos connaissances en histoire économique et sociale grâce à ses découvertes sur l'ampleur des inégalités régionales avant l'industrialisation, l'influence de la baisse des prix du transport sur les localisations industrielles, l'évolution des disparités de niveaux de vie ou l'influence des structures familiales et agraires héritées du monde paysan traditionnel. C'est un domaine dans lequel il y a encore beaucoup de découvertes intéressantes à faire.

[23] Emmanuel Todd, *L'invention de l'Europe*, Seuil, Paris 1990.